

*la nouvelle*  
**ACTION FRANÇAISE**

journées royalistes

**une étape  
importante**

**u.r.s.s. - états-unis :**

**la détente en question ?**

# l'avant-guerre ?

« Le pape déclare que nous vivons le passage d'une phase d'après-guerre à une phase d'avant-guerre. Hsia Quan-hua, ministre chinois des Affaires étrangères, affirme : « Tous les pays, y compris les pays européens, doivent se préparer totalement pour une guerre lancée par l'une ou l'autre des superpuissances. » Gerald Ford, président des Etats-Unis, avertit que « les perspectives de guerre sont très, très sérieuses ». Enfin, une déclaration commune des dix-neuf partis communistes d'Europe occidentale, qui célébraient hier encore la coexistence pacifique, accuse « l'impérialisme américain » de vouloir entraîner le monde dans une aventure militaire ».

Cette opinion de Jean Daniel est partagée par tous les commentateurs de la presse hebdomadaire qui reconnaissent la gravité de la crise diplomatique internationale ouverte par la dénonciation du traité de commerce américano-soviétique par l'U.R.S.S.

Retour à la « Paix Froide » comme l'affirme l'Express ? Peut-être. Cela impose-t-il pour autant un retour à la politique des blocs et une réintégration de la France dans l'O.T.A.N. comme le soutiennent nos atlantistes impénitents ? Voire !

## LE BELICISME DE LA FAIBLESSE

Le premier enseignement à tirer de cette crise est en effet que les deux super-grands ne sont nullement les garants de la stabilité internationale. Leur politique est obérée par la fragilité de leurs institutions.

Prenons le cas des Etats-Unis

« Les conditions mises par le Congrès américain à la ratification du traité du commerce, négocié avec acharnement par M. Brejnev pendant trois ans, ont fait déborder la coupe. »

En votant l'amendement proposé par le sénateur démocrate Henry Jackson et en subordonnant ainsi les échanges avec la Russie à l'émigration de Juifs soviétiques, le Congrès « s'est mêlé des affaires intérieures de l'U.R.S.S. ». Surtout, en limitant à 300 millions de dollars pour quatre ans les crédits d'aide à l'exportation vers l'U.R.S.S., il a traité — ce qui est humiliant — un géant politique comme un nain économique.

Vue de Moscou, l'affaire est d'autant plus grave qu'elle souligne la faiblesse du gouvernement américain. L'ex-président Richard Nixon, d'abord, M. Ford, ensuite, ont tout fait pour que le Congrès ne les empêche pas de jouer « la carte économique » qui devait rendre la détente « irréversible ». La désinvolture des sénateurs confirme les pires craintes du Kremlin.

Le président Ford, en effet, n'est pas plus libre de ses mouvements que M. Brejnev. Il doit faire face à un Congrès démocrate qui entend prendre sa revanche du mépris où le tenait la Maison-Blanche au temps de M. Nixon.

M. Kissinger se plaint d'être obligé de perdre le plus clair de son temps à venir s'expliquer devant le Congrès. Elle est loin, l'époque bénie où il ne rendait compte de sa diplomatie secrète qu'au seul président Nixon : « Les sénateurs veulent me dicter mes négociations au jour le jour », dit-il en soupirant ».

Autrement dit, le système politique américain présente les caractéristiques de toutes les démocraties formelles de l'Occident : un Etat divisé contre lui-même et miné par la fin du consensus sur les institutions qu'a annoncé la destitution de Nixon.

L'U.R.S.S. n'est pas mieux lotie. Son monolithisme de façade cache des luttes sourdes pour le pouvoir entre les idéologues et l'appareil du parti. Les « centristes » qui maintiennent un équilibre instable entre ces deux groupes et occupent généralement le pouvoir sont périodiquement mis en danger par l'offensive des

uns ou des autres. Pour le moment, il semble que les « durs » l'emportent.

Comme le remarque Jean Daniel : « La tentation est grande de faire un parallèle entre les destins de Georges Marchais et de Leonid Brejnev. Tous deux pourraient passer pour des martyrs de la coexistence et de l'ouverture. Leur politique ne s'est pas révélée aussi payante qu'ils l'espéraient, pas assez payante en tout cas pour décourager la rivalité de leurs amis. Tous deux paraissent avoir été mis en minorité et contraints de préconiser avec un zèle intempestif une politique contraire à celle qu'ils avaient appliquée. Leur santé n'y a pas résisté : »

Dirigeants russe et américain surtout, sont contraints de rivaliser dans la surenchère à la guerre froide pour apaiser leurs censeurs, ce qui n'est pas sans risque pour la paix mondiale.

## DES SARAJEVO PAR DIZAINES

L'étendue des « systèmes » diplomatiques américain et soviétique est telle que les risques de friction et d'explosion sont multiples. Frictions au Vietnam où la « paix » kissingérienne a déjà fait 200 000 morts en deux ans et où le président Ford se prépare à reprendre l'escalade.

Frictions au Proche-Orient où l'U.R.S.S. n'admet pas son éviction d'Egypte au profit des américains.

Frictions enfin en Yougoslavie, située à la limite des zones d'influence soviétique et américaine. L'état national-communiste fondé par Tito (83 ans) risque fort de voler en éclats après sa mort sous la pression des forces centrifuges de cette artificielle fédération. Et « Dear Kissinger » d'aller en Yougoslavie pour « placer » les Américains dans l'après-titisme.

« Quand la Yougoslavie a subitement annoncé, l'autre semaine, un renforcement spectaculaire

La semaine passée a été marquée par plusieurs événements dont on peut se demander s'ils ne constituent pas autant de coups de butoir contre la « détente » soviéto-américaine. Les rumeurs déjà anciennes sur la maladie de M. Brejnev, jointes au refus opposé par l'U.R.S.S. au traité sur le commerce avec les Etats-Unis ont, semble-t-il, jeté un certain désarroi sur la scène politique.

Plus personne ne conteste sérieusement que Leonid Brejnev soit réellement malade. La grippe a fait des ravages cette année à Moscou. Est-ce à dire que les rumeurs qui couraient sur sa difficile situation politique se soient révélées fausses ? Une telle conclusion peut sembler hâtive. M. Brejnev a toujours rencontré au sein du Politburo une opposition sur sa politique de détente dès lors que celle-ci aboutissait à transgresser certains dogmes. Il avait alors fallu toute l'astuce du secrétaire général du P.C. soviétique, pour jouer de la corde raide et faire admettre une politique de « flirt » avec les Etats-Unis. Car rien n'était facile au départ : les hommes d'affaire américains arrivant à Moscou par dizaines, les Juifs soviétiques demandant leur visa de sortie par milliers, et « l'Archipel du Goulag » se vendant en Occident par centaines de milliers, on peut aisément supposer que la vieille garde stalinienne du Kremlin dut

## la détente en question

actionner plus d'une fois le signal d'alarme idéologique. Pris entre les Américains et ses propres idéologues, Brejnev n'avait devant lui qu'un étroit chenal.

Le jeu dura ainsi plusieurs mois, non sans quelques anicroches, certains responsables politiques Américains, dont Henry Jackson, ayant introduit de facto une pratique politique consistant à échanger crédits et technologie américains contre une libéralisation soviétique en matière d'émigration. Ce troc ne pouvait s'opérer sans entraves que s'il n'était pas reconnu officiellement : il fallait éviter de heurter les susceptibilités soviétiques. Mais, dès lors que le Congrès américain ratifia en l'amendant profondément le traité commercial conclu en 1972 entre

Nixon et Brejnev, son application s'avéra impossible pour Moscou. Car le Sénat américain subordonna de manière impérative l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée à l'octroi par l'U.R.S.S. d'un nombre minimum de visas pour les Juifs soviétiques (ce qui revenait à officialiser la pratique antérieure), mais les sénateurs américains limitèrent également le traité dans le temps (période d'essai pour tester la bonne volonté des Soviétiques) et dans les avantages qu'il offrait aux Soviétiques (crédits réduits de moitié par rapport au montant prévu). Dès lors, le Kremlin ne pouvait que rejeter un tel accord, et l'on peut supposer que la direction soviétique était sur ce point unanime.

de son armée, elle a donc créé une surprise. D'un seul coup, elle a porté les crédits de défense nationale de 19,559 milliards de dinars en 1974 à 29,517 milliards de dinars (environ 9 milliards de francs) en 1975, soit une augmentation de 50 %.

En brel, le réchauffement des relations avec les Etats-Unis et le renforcement de l'armée arrivent au moment voulu. L'armée, contrairement au Parti communiste, n'a jamais connu de défaillances. Elle est restée une force disciplinée, centralisée, et c'est sur elle qu'il faudra compter pour assurer une succession bien ordonnée quand le vieux maréchal disparaîtra de la scène ».

Autrement dit, la succession de Tito risque d'opposer une armée unitariste, appuyée par les U.S.A., et les séparatistes croates ou bosniaques appuyés par Moscou. De quoi faire, avec un peu de malchance, un nouveau Sarajevo !

Une telle situation ne peut être désamorcée que d'une façon : par la soustraction d'un nombre important de nations de la mouvance soviétique ou américaine. Ces pays pourraient ensuite former une sorte de ligue des neutres. A cet égard, lorsqu'on voit l'Iran relayer les U.S.A. dans une partie du Moyen-Orient et déjà jouer un jeu personnel distinct de celui de l'Amérique, on ne peut que se réjouir.

Il est beaucoup moins réjouissant de constater que M. Giscard glisse, lui, dans l'atlantisme feutré. La déclaration d'Ottawa en juin dernier, a précédé la relance européenne annoncée, alors que nos partenaires du Marché Commun sont plus inféodés aux Etats-Unis que jamais. Enfin, la France a mis une sourdine, à sa demande de voir participer les pays du Tiers-Monde non producteurs de pétrole à la conférence mondiale de l'énergie.

Voilà une décision qui prépare bien d'autres démissions !

Arnaud FABRE

## RIVAUX... ET PARTENAIRES

Quelle est alors la portée de ce refus soviétique ? Elle ne semble pas aussi grande que certains tentent de le faire croire. Car le refus soviétique ne remet nullement en cause les relations économiques et commerciales entre les deux super-grands. Ces liens se poursuivront vraisemblablement et se développeront malgré le récent échec et malgré les doctrinaires trop vigilants. Car l'U.R.S.S. a toujours autant besoin des Etats-Unis pour son développement. Moscou restera donc tributaire du bon vouloir de ceux qui disposent de la technologie, des biens de consommation et des crédits qui lui font cruellement défaut ; elle devra donc se tourner vers les pays capitalistes et surtout vers le plus puissant d'entre eux. La porte reste donc entrouverte, d'autant que sur de nombreux points les rapports américano-soviétiques sont payants. Réduction des forces en Europe, conférence d'Helsinki, limitation des armements stratégiques, les dirigeants soviétiques savent qu'on peut toujours traiter avec les impérialistes américains. Et si certains doctrinaires chagrins viennent s'en mêler, on peut toujours leur donner l'os maoïste à ronger. Plus qu'un ennemi, les Etats-Unis constituent pour l'U.R.S.S. un rival, voire dans certains cas un partenaire auquel on peut demander de l'aide.

Youri ALEXANDROV

## éditorial

Et si, au lieu d'analyser un « entretien au coin du feu » nimbé d'une auto-satisfaction douteuse, nous citions d'autres déclarations plus anciennes qui éclairaient plus sûrement le jeu politique actuel ? Par exemple, au lendemain du congrès du parti radical, il est bon de se souvenir que — d'entrée de jeu — M. Giscard d'Estaing avait annoncé en avril dernier que la France devait être gouvernée au centre. MM. Lecanuet et Abelin réalisent cette promesse, qui eut été plus achevée si M. Servan Schreiber était resté, pour nos péchés, plus longtemps au pouvoir.

Cependant, même si elle avait pu durer, l'association de l'incompétence, de l'affairisme et de la bouffonnerie n'aurait pu définir complètement, aux yeux du Président de la République, le « centre » de son ambition. On s'en aperçoit à la lecture de M. Soustelle, qui dévoilait récemment le plan du pouvoir : rejeter les communistes et les gaullistes orthodoxes dans deux ghettos symétriques pour gouverner au centre, c'est-à-dire au point d'équilibre d'un centre droit représenté par les Républicains indépendants et d'un centre gauche composé des membres « réalistes » du Parti socialiste. Ce qui explique l'inquiétude réelle des communistes — dont la hantise est de retourner à leur isole-

ment politique et moral — et le silence embarrassé des dirigeants socialistes. Il est vrai que MM. Mitterrand et Deferre ne départiraient pas l'équipe actuellement au pouvoir.

Devant cette perspective, on ne peut manquer d'évoquer le jeu parlementaire de la IV<sup>e</sup> République. Mais subirions-nous automatiquement les mêmes conséquences ? La constitution actuelle réserve à l'exécutif trop de pouvoirs pour que nous retombions nécessairement dans les ornières du régime d'assemblée. Car ce serait un jeu pour le Président de la République que de s'appuyer sur des « majorités d'idées » successives sans avoir besoin de l'habituelle majorité partisane.

C'est sans doute là un signe parmi beaucoup d'autres de l'affaiblissement du rôle des partis. Ce pourrait être aussi la marque d'une accentuation du caractère présidentiel — ou simplement autoritariste — du pouvoir. Mais surtout, la réalisation de ce projet « centriste » marquerait combien les hommes de gauche — comme d'ailleurs les politiciens de droite — se moquent des espérances de leurs électeurs et qu'il est difficile, aujourd'hui de parler sans rire de démocratie.

Bertrand RENOUVIN

## m. soisson s'amuse

M. Soisson, secrétaire d'Etat aux Universités, est un giscardien stylé. Comme son maître, il se doit donc de jouer le grand spectacle de la participation. Comme son maître, il se soucie de consolider l'emprise de la caste au pouvoir.

La participation ? M. Soisson veut la promouvoir en relançant la loi Faure. Et il décide que le conseil de l'université de Toulouse-Le Mirail sera élu au suffrage direct (et non plus par les conseils d'U.E.R.).

En fait se cache derrière cette décision une bien curieuse combine. D'une part M. Soisson a imposé l'application de la règle du « quo-

rum » : les étudiants ont droit à un tiers des sièges. Mais ils ne sont attribués en entier que si une participation étudiante de 60 % aux élections est atteinte. Au dessous de ce seuil, une partie seulement des sièges, proportionnelle au pourcentage de votants, est pourvue. Comme la participation aux dernières élections n'était que de 5 % deux sièges sur vingt-sept auraient été pourvus si l'on avait fait jouer le quorum. Ce sera le cas désormais... pour le plus grand dam de l'U.N.E.F. - Renouveau (communiste) qui a le quasi monopole de la représentation étudiante.

Par ailleurs M. Soisson a décrété que les sièges seraient attribués à la proportionnelle... sauf dans le collège des professeurs et maîtres de conférence où jouerait le scrutin de liste majoritaire. Cela assure aux « modérés » l'attribution de tous les sièges de ce collège qui, assortie d'une représentation minoritaire dans les autres collèges — plutôt de gauche — lui permettra de « tenir » le conseil. Ainsi un mandarinat et un parlementarisme modéré et gouvernemental, vont remplacer au Mirail un parlementarisme communisant.

M. Soisson est très fier de son coup. Il amuse la galerie en polarisant l'attention sur les magouilles électorales, ce qui dispense de s'attaquer aux problèmes de fond de notre Université, décrépite et à bout de souffle. Mais ces subterfuges n'ont qu'un temps.

J.-P. LEBEL

# la crise économique

C'est à dessein que nous avons inscrit ce forum dans l'actualité la plus brûlante. Face à la crise économique dont la réalité s'impose chaque jour davantage, dans l'attente d'une réforme de l'entreprise dont les ambitions apparaissent d'ores et déjà bien limitées, c'est à un véritable débat d'idées que nous vous invitons.

Mais l'époque incite au sérieux sinon à la gravité. Le ralentissement de l'activité économique, le rythme inquiétant des faillites et surtout le chômage qui frappe une part de plus en plus importante de la population active et angoisse profondément la quasi-totalité du monde du travail, doivent guider nos propos dans le souci constant de dégager, non point seulement des solutions purement techniques mais aussi et surtout les conditions politiques qui en assureront le succès.

Car nous voyons dans la crise économique à la fois la conjoncture dramatique de faits proprement économiques et la faillite d'une société donnée ainsi que d'un certain type de croissance.

Frappées de plein fouet par les décisions de l'OPEP (1), la plupart des sociétés industrialisées vacillent sur leur trop fragile base : **l'extrême dépendance énergétique**. Pourtant il serait franchement abusif d'attribuer tous nos maux au renchérissement brutal des prix du pétrole brut importé. Si la dette pétrolière nouvelle constitue une énorme ponction sur nos ressources, l'accroissement important de nos exportations en 1974 nous a permis de limiter à environ 16 milliards de francs le déficit de notre balance commerciale, c'est-à-dire moins de la moitié du transfert supplémentaire dirigé vers les pays producteurs de pétrole. Si la hausse des produits pétroliers a été brutale et très importante, on estime aujourd'hui qu'elle n'entre que pour environ 3 % dans la hausse générale de l'indice I.N.S.E.E. qui atteindrait quelque 15 % pour 1974.

## LA VRAIE CAUSE : L'INFLATION

La hausse des prix du pétrole n'explique donc que partiellement l'inflation, la diminution de l'activité économique, le chômage. Sans tomber pour autant dans le travers courant qui consiste à chercher une cause unique, originelle, la simple analyse des faits nous oblige donc à privilégier l'inflation en tant que cause majeure pour nous aider à comprendre les raisons de la crise actuelle. Cette inflation, concept difficile à cerner mais réalité quotidienne pour les plus défavorisés, oppose entre eux la plupart des économistes et des politiques.

Il nous sera possible de confronter nos analyses du processus inflationniste et de dégager ainsi les grandes lignes d'une politique de lutte contre l'inflation digne de ce nom. Dès à présent nous postulons que l'inflation n'est pas un phénomène exclusivement monétaire. L'inflation n'est pas la résultante unique d'un hypothétique « péché monétaire de l'occident ». Refuser de privilégier cette explication exclusive de toute autre, ne signifie pas minimiser l'importance des phénomènes monétaires. A l'évidence, les bouleversements du système international, accrus par la politique monétaire extérieure des Etats-Unis, la création non contrôlée de liquidités internationales — euro-dollars et autres euro-monnaie —, la politique monétaire interne de la France et le gonflement de la masse monétaire constaté durant ces dernières années, tout cela a pu accélérer une hausse des prix qui semble aujourd'hui difficilement contrôlable sans une sérieuse réforme du système monétaire international.

Mais l'inflation est aussi un phénomène structurel, résultante directe d'une transformation profonde du comportement social de tous les agents économiques. L'inflation classique, dite par la demande, l'inflation par les coûts, l'inflation importée autant d'explications séduisantes, je dirai même rassurantes mais qui ne sont pas pleinement satisfaisantes.

Si la crise actuelle est avant tout placée sous le signe de l'inflation c'est parce qu'elle est autant une crise économique qu'une crise de société. La croissance économique n'a pu atteindre une telle dimension qu'en se nourrissant et en entretenant des déséquilibres économiques et sociaux continus et elle a imposé — ou réalisé — une sorte de consensus général, diffus, axé essentiellement de société donné, axé essentiellement sur la consommation de biens matériels. Ce sont des résultats positifs, sans aucun doute car ils permettent l'accès du plus grand nombre au banquet de l'abondance.

Mais la société industrielle, rendue possible par l'expansion des sciences de la matière, s'est fondée d'abord sur l'administration des choses. Immense machine à produire et à multiplier les richesses, elle n'a qu'apparemment cessé d'administrer également la majorité des hommes autrement que comme des objets. Et l'homme, amputé d'une part fondamentale de lui-même, n'est plus considéré que sous les seuls aspects qui sont nécessaires au système industriel : intellect qui déchiffre les lois de la matière, travail et capitaux qui se conjuguent dans les usines, objet d'éducation afin qu'il puisse acheter ce que la société produit.

L'accroissement des richesses c'est aussi le règne de l'éphémère habillé trop souvent du mot trompeur d'innovation, c'est le règne du gaspillage dont on découvre aujourd'hui la nocivité. C'est la destruction planifiée de notre environnement écologique, artistique, culturel au profit d'une société qui pense son avenir en termes de produits, réduit le réel au seul mesurable et poursuit l'homme dans tous les instants de sa vie, l'aliène non seulement dans le travail mais encore dans la consommation, le loisir. Quel intérêt a, dès lors, l'accroissement du P.N.B. s'il n'aboutit par exemple qu'à gonfler sans limite des mégapoles génératrices d'insatisfactions sans nombre. Cette société de consommation justement dénoncée en Mai 1968 est aujourd'hui vacillante, victime de ses pro-

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (\*)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Année de naissance : .....

(\*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1<sup>er</sup>

pres contradictions. Mais le règne des seuls marchands est encore assez bien établi pour digérer la crise et consolider sa puissance. Pouvoir des grandes firmes capitalistes qui ont exercé leur domination sur l'ensemble de l'économie, et de la vie sociale. Abdication de l'Etat devant la seule nécessité économique au détriment des exigences de justice et de liberté qui fondent son existence, autant de responsables de la crise économique au même titre que le pétrole ou le dérèglement du système Monétaire International.

## QUE FAIRE ?

Essayons donc de dégager d'abord les grandes lignes d'un renouveau économique :

— Il y a deux jours le Président de la République s'est félicité du rétablissement plus rapide que prévu de notre balance des paiements. Certes, le déficit commercial est encore important mais la tendance est bonne. Il faut donc poursuivre cet effort indispensable à l'exportation mais en promouvant une politique de diversification de nos exportations, en œuvrant pour combler d'autres déficits que celui du pétrole et plus particulièrement celui des machines-outils. Surtout nous devons prendre garde à la politique actuelle du gouvernement, qui dans son souci d'attirer les capitaux étrangers en France fait preuve d'un laxisme coupable en matière d'investissements étrangers. Les exemples sont aujourd'hui nombreux, nous en citerons un seul : la récente prise de participation majoritaire dans le capital de la Société « La Signalisation » par une filiale du groupe I.T.T. Il faut mettre un terme définitif à tout investissement étranger qui ne soit pas immédiatement créateur d'emplois et mettre en place un contrôle rigoureux des investissements étrangers apporteurs de travail et de capitaux.

— Au regard des problèmes énergétiques, nous voyons se dessiner des choix qui pourraient être dangereux sinon irréversibles. Il est encore temps, mais il n'est que temps, de promouvoir une politique de l'énergie fondée sur le potentiel national charbonnier, hydraulique et peut-être bientôt géothermique. Il faut ensuite développer les accords d'Etat à Etat avec les pays producteurs de pétrole sans subir la loi des compagnies pétrolières internationales.

De plus l'effort de diversification énergétique doit être poursuivi par la construction de centrales nucléaires mais sans pour cela sacrifier au « tout nucléaire » aussi dangereux pour l'avenir que le « tout pétrole » et surtout sans négliger la recherche continue de la sécurité totale. Cela suppose bien sûr une accentuation de la recherche fondamentale en matière d'énergie solaire, géothermique ou fondée sur la fusion thermo-nucléaire (2).

— Allons plus loin : l'industrie doit être restructurée pour permettre la mise en œuvre d'une politique de l'emploi. Devront disparaître notamment les trop grandes structures industrielles dans le cadre d'une décentralisation impérative de types « usines à la campagne ».

— Il est urgent de combattre l'inflation dans ses causes objectives : blocage des prix, indexation de l'épargne, emprunts régionaux affectés à des fonds de solidarité pour faire face aux difficultés conjoncturelles de telle ou telle entreprise ou aux restructurations nécessaires.

Cela nécessite de contrecarrer les actions des grandes firmes, de libérer l'Etat de leur emprise en assurant son indépendance.

(1) Organisation des Etats producteurs de pétrole.  
(2) Celle-ci est bien moins polluante que la fission nucléaire actuellement employée et qui, elle, dégage des radiations.

• Nous donnons dans ces conclusions quelques échos des forum de nos journées. Philippe d'Aymeries reprend le cadre de la première partie des travaux sur la nature de la crise économique. Philippe Vimeux donne la conclusion des réflexions de son groupe sur la monarchie comme médiation politique.

# la révolution royaliste

Les Journées Royalistes sont closes. Mais le combat continue. Avant toutes les analyses qu'il faudra développer durant les prochaines semaines, il nous semble qu'est démontrée à nouveau la capacité du mouvement royaliste d'être une structure d'accueil et de confrontation.

La monarchie n'est pas l'affaire de théoriciens, mais celle de tous les Français qui se veulent libres. La liberté commence par celle de l'esprit, par la confiance et l'amitié qui permettent un dialogue positif. Dans notre société atomisée, où l'on n'ose plus afficher sa « différence », combien sont précieux les temps et les espaces de rencontre où l'on partage ses joies et ses luttes, où l'on constate la diversité de ses tempéraments, où l'on décide ensemble de construire l'avenir. Et le projet royaliste a ce premier avantage de créer l'esquisse de l'amitié retrouvée.

La monarchie, elle-même, nous est apparue comme un principe, non comme un système, que d'aucuns voudraient faire succéder « ex abrupto » au système actuel.

C'est d'abord la reprise par les groupes, à tous les niveaux, de leurs propres pouvoirs, et leur libre exercice ; c'est aussi l'Etat rendu à sa fonction d'arbitrage pour composer les intérêts, et promouvoir un projet de civilisation. Il n'y aura pas de citoyens libres sans le maintien des libertés ; il n'y aura pas non plus de monarchie sans la volonté des Français de reconquérir leurs pouvoirs. A tous les niveaux donc, il s'agit de restaurer la fonction politique. Comme le souligne le comte de Paris, « c'est l'esprit de la monarchie qui est une panacée, et non l'arsenal de procédés techniques dont on voudrait l'affubler ».

Il faut donc se réjouir de voir se concerter des chefs d'entreprise, des éducateurs, des ouvriers agricoles, des financiers, des hommes politiques, des mères de famille, des intellectuels, des officiers, des lycéens, etc., car ce sont leurs projets que la monarchie rendra possibles.

« Décrire la monarchie comme l'institution la meilleure, c'est en montrer seulement l'image rigide et froide ; la monarchie française est la famille française dirigée par son chef naturel, humain et faillible, comme tout être humain, susceptible d'enthousiasme et d'erreur, mais appelé par fonction à conserver l'héritage et à protéger les héritiers.

La Maison de France et le Peuple de France eurent, au Moyen Age, un idéal commun fait d'entraide, d'abnégation et d'amour, concrétisé dans l'esprit de chevalerie.

Aujourd'hui, le Prince et le peuple ont encore un même but : un ordre social vraiment humain ».

Aujourd'hui alors que notre peuple, massifié, subit un déracinement culturel de tous les instants, après avoir perdu tous ses pouvoirs de décision dans les événements de la vie quotidienne, et risque de perdre son âme, des hommes et des femmes de France sont désormais convaincus qu'il faut « construire un ordre dans lequel chacun puisse apporter sa collaboration et réaliser totalement ce qu'il peut donner ».

Toutes les théories du changement qui ne se posent pas la question de la liberté du pouvoir sont vaines. C'est le nécessaire principe royal qui la résoudra. Pour le reste nous savons que la monarchie apportera sa méthode réaliste, sa conception très haute de l'homme et, qu'ainsi, le lendemain même, avec l'œuvre de tous les Français, les réformes les plus profondes pourraient être appliquées.

Mais la monarchie n'est pas seulement le couronnement de cet ordre que nous annonçons par notre existence quotidienne prophétique, tension dialectique entre l'appel au roi et la réalité qu'il s'agit de transformer. Elle n'en est pas non plus seulement la base, mais base et couronnement à la fois. Là réside la révolution royaliste : elle n'est pas un demain mythique, elle est déjà conversion de nos attitudes, tout en sachant que rien ne se fera en définitive sans le Roi.

Pas de Français libres sans le roi, pas de Roi sans Français avides de leur citoyenneté authentique.

Les participants des Journées Royalistes ont su prouver par la qualité de leurs échanges qu'au-delà des clivages artificiels, des Français peuvent se rencontrer, fût-ce pour constater leurs différences. Il reste pour chacun à incarner dans son existence quotidienne l'appel prophétique à cet ordre social vraiment humain. La révolution royaliste est déjà commencée.

Et déjà s'exerce le bienfait personnel de la monarchie qui fait du roi, en face d'entités politiques abstraites, limitées et précaires, un homme de chair et d'esprit. Il n'y a pas de royalistes sans Roi, pas plus que de Français maîtres de leur destin sans l'arbitrage royal.

« La France a besoin d'un arbitre... Tout ensemble conservatrice et révolutionnaire, la monarchie, en répondant à cet appel, accomplit aujourd'hui ce miracle, de n'être pas un passé mort, mais, au contraire, le plus vivant des avènements ».

Ph. VIMEUX

# un mouvement vivant

« **Créer l'événement** » : le vœu que nous formulons voici quinze jours, convenons aujourd'hui qu'il était bien à la mesure de nos ambitions. Des ambitions qui n'ont pas été déçues puisqu'à l'issue des Journées Royalistes, les organisateurs enregistraient près de deux mille entrées. Jamais depuis sa création, la N.A.F. n'avait réuni un auditoire aussi nombreux. Jamais aussi elle n'avait eu l'occasion de manifester avec autant d'éclat le vrai visage du royalisme français. Bien sûr tout ne fut pas parfait, et à l'avenir nous nous appliquerons à tirer la leçon de ce qui ne constitue jamais qu'une première expérience.

Pourtant, au-delà du nombre, c'est en tout premier lieu la qualité des interventions et le niveau des débats à l'intérieur des forums qui nous semble rendre compte le plus justement de l'originalité de ces deux jours. Le vrai visage du royalisme français, ce n'est pas le rabâchage de slogans éculés, ni une obstination fanatique à nourrir les rancœurs du passé, mais plutôt le souci constant d'accorder une vie militante au milieu où elle s'exerce et une volonté d'ouverture qui permit tout au long de ces deux jours de manifester au milieu des discussions l'identité de la N.A.F.

Derrière les témoignages d'éducateurs, de militants bretons ou basques dans des forums tels que « La fin de l'Institution scolaire » ou « Identité nationale et personnalité régionale », nous retrouvions la même volonté de lucidité, cette passion du présent sans laquelle, comme nous le rappelait Gérard Leclerc, les chances de la Révolution Royaliste ne seraient pas. Et pourtant tout cela serait bien insuffisant si l'on omettait d'y ajouter le souci premier et originel qui autour du projet royaliste nous rassemble : la volonté de maîtriser le destin de notre communauté nationale.

## TEMOIGNAGES

Volontairement, nous nous bornerons à deux exemples. Ainsi à l'intérieur du forum animé

par Françoise Dumont (Institutions scolaires) put s'engager un débat sur de nouveaux types de pédagogie, nés de la rupture de l'école — dispensant un enseignement monolithique — d'avec « la vraie vie ». C'est l'intervention d'une mère de famille et d'un éducateur qui ont fait le pari d'aller à contre courant de tout ce qui se fait aujourd'hui en matière de pédagogie, en adoptant notamment la méthode « Steiner ». On sait le procès dressé par Ivan Illich à l'adresse de l'institution scolaire : les enfants constituent un groupe bien à part qu'il convient d'« éduquer » dans une classe, à l'intérieur d'une école qui finira par s'arroger le monopole de l'enseignement, étant la seule dispensatrice de savoir. Aussi n'est-il pas étonnant que la grande majorité des parents aient parfaitement admis l'inspiration du système scolaire en place, et se refusent à mesurer le niveau de leurs enfants autrement que dans leur capacité d'absorption « du programme ».

Mais le plus grave, c'est que dans toute tentative de réforme demeure le poids d'immuables institutions toujours antérieures aux nouvelles conceptions de l'enfant et de la pédagogie qui peuvent faire jour ici ou là de temps à autres. Alors qu'il s'agirait d'imaginer un nouveau type d'enseignement propre à développer les multiples dimensions de l'enfant, aussi bien l'acquis de connaissances encyclopédiques, ou références, que l'éducation de sa sensibilité, la logique du système exige d'intégrer à tout prix un enfant, homme abstrait qui ne naît ni ne meurt, dans un moule sensé lui dispenser un humanisme assez distendu pour l'introduire sans trop de mal à sa condition d'administré en même temps qu'assujéti à la société marchande.

« **Le prolétaire breton est deux fois prolétaire** » aime à rappeler Morvan Lebesque (1) parce qu'il est le jouet des forces économiques qui secrètent leur propre logique, mais aussi parce que lui échappe le pouvoir politique qui serait susceptible de les dominer. Cette double dépendance à l'égard non seule-

ment de la centralisation administrative, mais aussi à l'égard d'une centralisation économique où, semble-t-il, on assiste à une concentration du capital collectant dans les zones pauvres pour réinvestir dans les zones riches au constant détriment des premières confinées dans leur sous-développement et leur dépendance, expliquent en bonne part l'échec d'une certaine déconcentration industrielle. La plupart du temps, on assiste en effet à la reconstitution du ghetto urbain.

Du forum animé par Arnaud Fabre ressortait donc l'absence de pouvoir économique et politique, cette dernière n'explique-t-elle pas alors le développement d'un certain pouvoir culturel qu'illustrent l'exemple d'un Alan Stivell en Bretagne ou d'un Roger Siffer en Alsace ? Le pouvoir culturel serait en quelque sorte seul en mesure d'échapper (le peut-il ?) et de déborder l'absence de pouvoir régional. Le danger, c'est qu'en même temps qu'il peut conduire à une réflexion politique, il peut aussi la détourner, ou pire encore finir par l'ignorer, en tant qu'élément d'un « mieux vivre » inoffensif et récupéré par la société marchande.

Il nous reste à tirer un enseignement de tout ce qui s'est dit au cours de deux journées de libres discussions et d'échanges spontanés. Les mois à venir seront largement occupés à cet inventaire. De toutes les façons, la première leçon que nous rapportons des Journées de Rueil, c'est que pour le mouvement royaliste, tout ne fait que commencer. Est-il nécessaire de rappeler enfin qu'à travers les interventions de militants politiques quelquefois d'horizon politique autre que le nôtre mais soucieux eux aussi de refaire de la communauté France une amitié, qu'à travers les débats contradictoires qui ont marqué les Journées de Rueil, la Révolution Royaliste se veut d'abord et avant tout une fête de la Fraternité.

PHIL

(1) Comment peut-on être breton ? Morvan Lebesque. Edition du Seuil.

## la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.  
17, rue des Petits-Champs - Paris (1<sup>er</sup>)  
Téléphone: 742-21-93  
Abonnement trois mois : 20 F  
Abonnement six mois : 40 F  
Abonnement un an : 70 F  
Abonnement de soutien : 120 F  
C.C.P. N.A.F. Paris 642-31  
Directeur de la publication  
Yvan AUMONT  
Imprimerie Abexpress  
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10<sup>e</sup>)

## mercredis de la naf

La prochaine séance aura lieu :  
- le mercredi 29 janvier

« **Le désordre établi** », présentation de son dernier livre, par Bertrand Renouvin.  
Les séances suivantes auront lieu les mercredis 5 février et 19 février.

Les conférences, suivies de débat, se tiennent le mercredi à 21 heures, 12, rue du Renard, 75004 Paris (Métro : Hôtel de Ville).

## LE COURAGE POLITIQUE

Le 17 janvier, Bertrand Renouvin participait à l'émission « Apostrophes », sur la deuxième chaîne (AT 2).

Un certain nombre de personnalités d'extrême droite avaient été sollicitées pour s'affronter à lui, en particulier François Brigneau, rédacteur en chef de Minute. Après avoir accepté, ce courageux personnage se défila et préféra confier à un plumeau au service de son journal le soin de déverser quelques médiocres injures. M. Brigneau a peut-être craint de se voir rappeler, à l'occasion de cette émission, ce petit matin de 1945 où, sortant de la prison de Fresnes, il faisait le salut fasciste en l'honneur des « collabos » qui y étaient encore enfermés.

## PREMIER BILAN

Il est bien sûr trop tôt pour faire un bilan complet des Journées de Rueil. Mais d'ores et déjà, l'on peut constater que le pari que nous avions engagé a été tenu. Près de deux mille personnes sont venues pendant ces 24 heures participer aux débats et aux forums. Placés sous le signe de l'ouverture qui caractérise notre mouvement, nos groupes de discussion ont eu la visite de nombreuses personnalités de toutes les familles politiques françaises. Nous remercions en particulier nos invités MM. Pierre Boutang, Pierre Debray et Arnaud Lizop qui avaient bien voulu accepter de participer à nos débats publics.

Je tiens tout particulièrement à remercier les militants qui se sont dévoués sans compter, tant pour la préparation et la propagande que pour assurer l'organisation matérielle de ces deux journées. Au travail depuis deux mois, ils ont été mobilisés jusqu'à la dernière minute du meeting où ils ont dû raccompagner fermement à la porte un petit groupe de sectaires d'extrême droite qui avait tenté de perturber nos travaux.

Ces journées marquent une étape importante pour la N.A.F. Leur succès est une promesse pour l'avenir.

Pour cela je vous dis merci.

Yvan AUMONT  
Directeur général

# un succès du mouvement

Deux journées de débats. Deux journées de discussion sans fin. Deux journées de rencontres... Rencontre des militants entre eux, bien sûr, mais surtout, rencontre de citoyens français unis par la passion de trouver des solutions à la crise présente.

Les interventions de Pierre Boutang et de Pierre Debray nous donnaient l'écho des diverses sensibilités des royalistes français que complétaient les analyses et les conclusions des orateurs de la N.A.F. dans le meeting final, d'Arnaud Fabre à Bertrand Renouvin, d'Abel Pomarède à Gérard Leclerc.

Mais avons-nous tout dit de ces journées ? Et notre conclusion se résumera-t-elle à un constat de succès ? A la fin du forum, Philippe Vimeux expliquait que si nous avions parlé de la monarchie nous ne l'avions pas faite pour autant — ce qui n'était pas, bien entendu, le but immédiat de ces journées.

C'est dans la perspective de la monarchie à faire qu'il nous faut juger ces journées, c'est-à-dire dans la perspective de la phase dans laquelle nous nous trouvons :

— comme aboutissement, ces journées

sont le succès d'un mouvement dont toutes les parties œuvrent, chacune dans leur domaine propre, à la réalisation d'un objectif commun. Le pari a été tenu ;

— comme moyen, rien ne peut encore être dit. Tout dépendra de la capacité de la N.A.F. à intégrer ces journées dans une pratique militante. Contribueront-elles à nous aider dans la constitution d'un appareil, en parfaissant notre organisation et en combinant nos efforts ? C'est bien entendu de nous et de la pertinence de nos choix que dépendra la réponse. De notre possibilité aussi de développer le débat à l'intérieur du mouvement. Ces exigences — débat interne et localisation de nos efforts sur les objectifs de cette phase du mouvement — sont finalement le prix du succès de ces deux jours. Si nous les ignorions, elles n'auraient été qu'une parenthèse qui, une fois fermée, laisse le militant dans une grisaille aussi dense. Faisons en sorte qu'il n'en soit pas ainsi.

Georges BERNARD

## notes de lecture

# la chine

Parmi les nombreux ouvrages récemment publiés sur la Chine et prétendant donner une vision d'ensemble, le livre de Francis Andrey (1) est peut-être le plus satisfaisant. Car loin de vouloir nous tracer, comme c'est malheureusement presque toujours le cas, une description de la Chine actuelle vue de l'extérieur assortie de considérations idéologiques et personnelles, c'est si l'on peut dire « du dedans », par ses ressorts intimes, que l'auteur prétend nous faire comprendre la Chine et les raisons profondes de son évolution et de son devenir. Ce livre a cette originalité de ne faire double emploi avec aucun autre mais de nous brancher directement sur la réalité « Chine », en la rattachant (ce qui me paraît essentiel) avec son passé qui la conditionne et alors même qu'elle s'y oppose et prétend s'en détacher.

C'est presque la plume à la main qu'il faut lire cette œuvre très dense, les deux premiers chapitres surtout. Car, ils sont la clef de tout ce qui suit. L'auteur souligne qu'il est dans la logique de ce pays de vouloir l'épanouissement de l'homme dans la participation plus que dans la liberté, dans la fierté collective plus que dans l'appétit de consommation, dans la dignité de tous plus que dans la compétition indi-

viduelle. Autrefois, l'individu était subordonné à l'Etat et à la communauté à laquelle il appartient. Le sentiment le plus répandu — ce qui n'est pas un fait nouveau — c'est l'orgueil d'être chinois.

La Chine reste d'ailleurs fidèle à elle-même avec l'importance accordée à la formation morale ; les trois volets de cette éducation sont l'étude, l'autocritique et la critique. Il faut noter que si chacun est libre de critiquer d'une manière constructive son propre comportement et celui d'autrui, nul ne saurait contester un point de la morale collective ; ce serait se placer en dehors de la société et donc encourir le risque de s'en voir rejeter. L'erreur est une faute contre la société et celle-ci a comme premier devoir de vous en guérir.

La révolution n'a pas pour premier objectif de revendiquer des droits ou d'obtenir des privilèges mais bien d'éliminer la vieille pensée, pour changer les rapports humains.

Ainsi sur un point essentiel, la Chine populaire comme celle des lettrés confucéens, a donc une organisation politique fondée sur la soumission complète de la pensée individuelle aux idéaux qui, eux, certes, sont différents.

La Chine trouve ses richesses en elle-même et reste le siège d'une civilisation introvertie. Les contraintes de l'effort natio-

nal, acceptées pour que règne la vertu collective, créent des stéréotypes individuels et sociaux qui suscitent à l'étranger un grand succès d'estime mais peu d'adeptes authentiques.

\*\*

Très différent du livre précédent, mais venant en confirmer la teneur, l'ouvrage nous fait participer à la vie du prisonnier et à sa longue rééducation. Plein d'humour, l'auteur ne s'apitoie à aucun moment sur lui-même, ni n'exprime de l'amertume contre les Chinois ou ne verse dans un anti-communisme primaire. Bien qu'ayant fait partie de la main-d'œuvre esclave, il ne peut s'empêcher d'admirer « la force et le courage du peuple chinois et l'honnêteté et le dévouement de la plupart des cadres communistes qu'il avait rencontrés ».

Jean Pasqualini a beaucoup appris au cours de ces sept ans, sur lui-même et sur la Chine. Son livre laisse dans l'esprit du lecteur une résonance qui persistera longtemps une fois la dernière page tournée.

Yann KERLANNE

(1) Francis Andrey « Chine 25 ans, 25 siècles ». Le Seuil, 288 pages.

(2) Jean Pasqualini « Prisonnier de Mao ». Sept ans dans un camp de travail en Chine. N.R.F., 340 pages.

# la naf ou la fidélité créatrice

Spontanément, au cours du meeting de clôture de nos journées royalistes, le mot splendide de Gabriel Marcel m'est revenu aux lèvres : **fidélité créatrice** ! La N.A.F. ne pourrait-elle pas en faire une de ses devises à l'égal du fameux **imaginer autre chose que ce qui existe** qui fit fureur dans nos premiers mois d'existence ? J'y pensais déjà au cours du magistral exposé de Pierre Boutang dont les divergences partielles d'analyse politique par rapport à nos positions n'entamaient en rien un accord sur des bases fondamentales. Jeune normalien, les sections d'A.F. l'invitaient à parler de la tradition, de l'ordre et de la nation. Nous l'invitions, maître affirmé de la pensée française, à répondre à la question : **a-t-on raison de se révolter** ? Non « le vent » n'avait pas tourné, et nous n'étions pas passés à la subversion. Simplement les royalistes d'aujourd'hui pensent que les justes révoltes ramènent aux seules fidélités qui vaillent, tandis que l'injustice, le mépris du pauvre, l'amoralisme cynique du système établi ne font que précipiter les chutes vertigineuses et les totalitarismes. Les meilleurs fourriers du bolchevisme ont toujours été les défenseurs inconditionnels ou honteux du désordre établi. D'ailleurs, Pierre Boutang en est intimement persuadé, lui qui un jour n'hésita pas à déclarer publiquement que dans l'histoire du courant royaliste, il ne s'était jamais senti aussi à l'aise qu'à la N.A.F., parce que c'était le seul mouvement qui n'avait jamais consenti le moindre compromis avec le libéralisme économique.

Donc, la tradition nous ne la renions pas. Elle nous porte, elle nous jette en avant. C'est le sens même du mot qui implique le mouvement, le développement organique. S'il n'y a pas mouvement, c'est alors la conservation, c'est-à-dire le contraire. Faire des conserves revient presque toujours à dévitaliser ou à mettre sous vide ; à terme à laisser pourrir. Nous ne sommes pas du tout disposés à laisser pourrir, à faire entrer

en putréfaction sinon en état de momification ce qui nous fait vivre.

L'ordre ? Certes mais celui qui est l'exact contraire et le contradictoire du désordre. Ce n'est donc pas la perpétuation des bidonvilles pour Nord-Africains et Portugais qui sévissent encore en Seine-Saint-Denis. Ce n'est pas non plus la bonne conscience en face de ce qui provoque la colère, et précisément la révolte.

La nation, enfin. Personne ne l'aime, ne la vénère, ne la porte dans son cœur comme une angoisse, un souci, une espérance autant que nous. Tandis que d'autres qui s'en réclament ne cessent de la vendre, de la trahir sans vergogne, quand ils ne la renient pas purement et simplement. C'est une évidence de plus en plus criante que la droite française constitue l'ensemble le plus dénationalisé de la communauté nationale.

Rien ne nous fera broncher sur la fidélité. Et surtout pas la calomnie intéressée qui hier et aujourd'hui encore dans certains cercles susurre « qu'ils sont gauchistes, qu'ils font des concessions doctrinales », etc. Tandis qu'en même temps « on » abandonne purement et simplement le terrain politique en reprenant les arguties maritaniennes de « primauté du spirituel » tout en travaillant temporellement sans honte apparente dans les ateliers, les officines et autres lieux à fric de la Babylone que l'on dénonce par ailleurs avec des accents apocalyptiques. Il est vrai qu'on a eu la précaution de ménager dans cette Babylone quelques lieux soigneusement protégés où les bruits du monde ne pénètrent pas... Une façon d'être fidèle qui n'est pas la nôtre.

Nous croyons qu'il en va de la fidélité comme de la tradition. D'abord la fidélité révèle un contenu qui exclut l'adhésion à n'importe quoi. Vertu trop fondamentale pour ne pas exclure les attachements trompeurs ou mensongers et les serments infamants, elle va directement à l'être, à ce qui soutient l'existence au sens fort du

terme. Elle n'est donc pas crispation sur un passé et sur les erreurs de ce passé. Personne mieux qu'Abel Pomarède n'était en droit de nous rappeler que notre vénération pour nos pères impliquait à la fois l'intransigeance pour la vérité qui constitue la justice que nous leur devons, et le nécessaire examen critique qui nous évitera de retomber dans les mêmes ornières.

Enfin et pour tout dire, la fidélité créatrice consiste aujourd'hui à réinventer le type de civilisation qui sera dans le droit fil de notre tradition nationale essentielle. Le principe actif premier de cette « réinvention », la monarchie, n'a pas d'autre but ni intérêt. Elle est le lieu stratégique de la réorganisation et de la revitalisation nationale. Elle n'entend pas se substituer aux forces civilisatrices, aux grandes institutions, aux grands corps, aux familles et communautés qui forment la substance de la nation. Elle ne cherchera qu'à harmoniser, arbitrer pour que les producteurs enrichissent vraiment la communauté sans détruire la nature et sans provoquer l'écrasement du pauvre. Pour que les aristocrates du savoir et du pouvoir soient serviteurs et ne se servent pas. Pour que les clercs donnent le sens et la saveur de la vie sans subir la tentation du grand inquisiteur. Pour que le peuple enfin jouisse de la vraie liberté, et en son sein les plus pauvres. Comment ne pas citer ici en conclusion le texte de Boutang, celui de sa péroration et que l'on peut retrouver dans son **William Blake : « L'Evangile n'a jamais annoncé la prise de pouvoir temporelle par les pauvres en tant que tels ; il n'a annoncé (et non en vertu d'un raisonnement transhistorique, par le seul événement et mystère de l'incarnation) de pouvoir et d'autorité légitime qu'au service des pauvres. »** Cela fonde, dit encore Boutang, notre ordre monarchique où il n'est pas concevable que le roi ne soit pas le serviteur des pauvres.

Gérard LECLERC

## le n° 2 des cahiers de l'i.p.n. est paru

Le numéro 2 des Cahiers de l'I.P.N. est paru.

Au sommaire :

- La Crise de l'Etat, par Bertrand Renouvin.
- Comprendre la société industrielle, par A. Fabre.
- Indépendance politique et société transnationale, par Ph. d'Aymeries.
- Georges Bernanos prophète en notre temps, par G. Leclerc.

• Dossier : Une anthropologie maurrasienne.

Prix de vente franco 6 F.

Commandes à I.P.N., B.P. 558, 75026 Paris. Cedex 01.

C.C.P. La Source, 33 537 41.